

## À BRUXELLES, LE PRÉSIDENT PAKISTANAIS PLAIDE «NON COUPABLE»

# L'UE et l'Otan ne savent plus se passer de Musharraf

*D'une certaine façon, on peut considérer qu'ici, dans la capitale européenne, Pervez Musharraf évolue sur du velours. Personne dans Bruxelles n'ose imaginer le futur proche du Pakistan sans lui. Conscient de cela, le chef de l'Etat pakistanais a asséné à ses interlocuteurs européens : «Vous avez mis des siècles à devenir ce que vous êtes. Laissez-nous le temps de nous rapprocher des valeurs que vous avez fait vôtres.»*

*En décodé, permettez-moi de prendre quelques libertés avec la Constitution et de ne pas permettre aux islamistes de remporter les prochaines législatives.*

De notre bureau de Bruxelles,  
Azizou Mokhtari

En tournée européenne qu'il a entamée, hier, à partir de Bruxelles, le président pakistanais a, déjà, été reçu par le secrétaire général de l'Otan, le Premier ministre belge Guy Verhofstadt et a répondu aux questions de la Commission des affaires étrangères du Parlement européen.

L'Union européenne et l'Otan, principaux soutiens de Musharraf, ne tiennent pas tant à des élections crédibles au Pakistan qu'à son maintien au pouvoir. Personne, ici, n'ose imaginer un Pakistan entre les mains des islamistes par le truchement des prochaines législatives. Si

Bruxelles ne tient pas, quand-même, à être formellement impliquée dans une éventuelle fraude qui maintiendrait l'actuel chef de l'Etat en poste, elle n'appellera pas, pour autant, à guerroyer pour la démocratie au Pakistan.

Puissance nucléaire et poste avancé de la lutte antiterroriste mondiale déclenchée à partir de 2001 par les Etats-Unis et l'Otan contre Al Qaïda et les talibans, Islamabad est aussi une pièce maîtresse au plan géostratégique. Voisin de l'Inde, de la Chine, de la Russie, et surtout, prolongement direct et naturel de l'Afghanistan, le pays est une véritable poudrière. Là-bas, dit-on, dans les montagnes majestueuses entre le Pakistan et l'Afghanistan se terre, impuni et parmi les siens, Oussama Ben Laden, le chef du réseau islamiste mondial le plus sanguinaire et le plus redoutable de tous les temps. Raison supplémentaire du soutien américain et européen à Pervez Musharraf, maintenant que l'émotion qui a accompagné des semaines durant la mort de Benazir Bhutto est retombée.

Aussi curieux qu'il paraît, l'assassinat de cet ex-leader de l'opposition a faussé les calculs de Musharraf et des Américains. Sa mort, quoi qu'aient pu dire des analystes et des médias, n'est pas dans l'intérêt du chef de l'Etat pakistanais actuel, lui qui tablait sur une question bipartite du pays avec Benazir Bhutto.

A lui le commandement de l'armée, les relations extérieures et à elle l'intérieur et la gestion de la cité en attendant



Soutien indéfectible des Occidentaux.

des jours meilleurs. Aujourd'hui, il est seul face aux talibans et à Ben Laden. Avec le soutien inconditionnel de Washington et de Bruxelles, cela suffira-t-il ? Pour le moment, personne n'a intérêt à manipuler la question pakistanaise.

La presse, ici, dont le nombre était impressionnant pour la couverture de la visite de Musharraf, en a, sans doute, bien compris les enjeux.

Les questions posées furent polies, le ton fort et les critiques bien maigres.

A. M.

## Politique des quotas d'immigration en France : coûte que coûte

*Comment faire passer la politique des quotas d'immigration chère au président Sarkozy et comment éviter l'obstacle du Conseil constitutionnel qui a jugé cette politique «contraire au principe d'égalité qui concerne aussi bien les Français que les étrangers» ?*

De notre bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed

Eh bien, on change de Constitution (c'est à la mode) et pour ce faire, on crée une commission tout en veillant, en plus, à lui donner de la crédibilité en y intégrant un homme de gauche, histoire de signifier après que les restrictions apportées à l'immigration ont la bénédiction y compris des gens de gauche.

C'est ce que vient de faire Brice Hortefeux, le ministre de l'Immigration qui a annoncé, dimanche, l'installation dès cette fin janvier d'une commission présidée par Pierre

Mazeaud (ancien président du Conseil constitutionnel, de droite) et constituée de parlementaires et de Kofi Yamgnane, ancien ministre et élu PS du Finistère, celui donc chargé de faire passer la pilule. Cette commission devra trouver comment intégrer dans la nouvelle Constitution le moyen de concrétiser ce que Hortefeux a appelé dimanche, «un principe fondateur, c'est que la France a le droit de choisir qui elle veut accueillir... et qu'il serait logique et cohérent que le Parlement puisse débattre chaque année de la politique d'immigration et que l'on puis-

se, par exemple, préciser le nombre d'étrangers susceptibles de venir sur le territoire français». Outre les moyens constitutionnels à mettre en œuvre pour appliquer cette politique, les membres de cette commission, annonce le ministre de l'Immigration, auront aussi à faire en sorte que les étrangers sans papiers, maintenus en rétention et en instance d'expulsion, ne puissent plus avoir recours au juge judiciaire, qui jusque-là, pouvait remettre en cause la régularité de certains placements en rétention et de ce fait libérer ceux qui sont victimes de ces placements.

Pour ce faire, Hortefeux évoque la nécessité d'une seule juridiction au lieu de deux actuellement (l'administrative et la judiciaire) et justifie

son projet par «la simplification des procédures». Après l'annonce de la création de la nouvelle commission chargée de la modification constitutionnelle, le Parti socialiste a condamné cette initiative qualifiée de «dérive xénophobe». Faouzi Lamdaoui, le secrétaire national à l'Egalité du PS, a appelé l'élu socialiste Kofi Yamgnane «à ne pas prêter son nom à cette entreprise nauséabonde».

Sera-t-il entendu ou l'ancien ministre PS, appelé en caution à cette nouvelle politique d'immigration, fera-t-il comme ont déjà agi, avant lui, Kouchner, Besson et autres Fadhlila Amara qui ont préféré les ors de la République aux principes qu'ils disaient alors défendre ?

K. B.-A.

## RÉALISATION DU CENTRE DES CONVENTIONS D'ORAN

# Sonatrach signe un contrat avec OHL

Sonatrach et la société espagnole Obrascou Huarte Lain (OHL) ont signé un contrat de réalisation du Centre des conventions d'Oran.

Ce centre comprend un palais des congrès de 3 000 places, un palais des expositions, un hôtel de 300 chambres, un restaurant de 2 000 couverts ainsi que des infrastructures annexes.

Celui-ci est appelé à accueillir la 16<sup>e</sup> conférence internationale de GNL en avril

2010. Ce contrat type conception-construction (Design Build) est prévu en deux phases. La première consiste en la définition de l'ouvrage. La seconde est celle de la réalisation.

L'entreprise OHL a été sélectionnée en dernier recours par une commission internationale sur la base de travaux d'évaluation des différentes offres.

A noter que cinq compagnies spécialisées dans la construction d'infrastructures

ont présenté des offres techniques dans le cadre d'une consultation restreinte. Il s'agit de Bouygues, Keang-Nam, Map-OHL, CSCC et Orascom. Au cours de son intervention M. Chakib Khelil, ministre de l'Energie et des Mines, a souligné que ce projet est un grand défi par sa nature, sa taille et son importance, ainsi que sa complexité. «Il doit impérativement être livré dans les deux ans à venir», insistera-t-il.

N. M.

## LUIS DE ALMEIDA SAMPAIO, AMBASSADEUR DU PORTUGAL À ALGER : «La fin du conflit israélo-palestinien ne résoudra pas la problématique du Proche-Orient»

«La fin du conflit israélo-palestinien ne résoudra pas la problématique du Proche-Orient», a estimé hier Luis De Almeida Sampaio, ambassadeur du Portugal à Alger, lors d'une conférence sur le Proche-Orient organisée par la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée populaire nationale (APN). Usant d'un discours propre aux diplomates, l'ambassadeur a précisé, dans ce même cadre, qu'aucun problème au Proche-Orient ne peut être résolu sans que soit préalablement trouvée une issue au conflit israélo-palestinien dans toutes ses dimensions, politique, économique sociale et humanitaire notamment».

Et en raison du changement de la conjoncture principalement avec la mondialisation du radicalisme islamiste depuis le 11 septembre, l'ambassadeur du Portugal à Alger considère que «seule la paix au Proche-Orient pourrait constituer un remède efficace contre la montée du radicalisme islamiste». Selon lui, «si rien n'est fait dans ce sens, les régimes politiques arabes de la région risquent de sombrer dans le chaos». Cependant, le conférencier estimera qu'une solution au conflit israélo-palestinien demeure réaliste.

«Contrairement aux précédentes négociations, aujourd'hui le processus de négociation entre les deux parties est bien engagé», soutient-il en notant à ce propos que «la conférence d'Annapolis n'avait pas pour objectif de mettre Israéliens et Palestiniens autour d'une table de négociation» dans la mesure où cette volonté de négocier est présente dans les deux camps. Aussi, la problématique de la paix au Proche-Orient est intégrée par les opinions publiques, américaine et européenne. A ces deux, s'ajoute le soutien évident de l'administration américaine à «l'avènement d'un Etat palestinien indépendant». Luis De Almeida Sampaio reconnaît néanmoins que la tâche est très difficile et de longue haleine en raison de la présence de plusieurs éléments qui freinent l'avancée du processus de paix. Il citera, à ce sujet, la division politique et territoriale en Palestine, le déséquilibre entre la dynamique du processus de négociation et la vie quotidienne du peuple palestinien ainsi que la stagnation dans les relations entre Israël d'un côté et le Liban et la Syrie de l'autre. Revenant sur les événements qui secouent actuellement la région, l'invité de l'APN dira que «le débat sur la paix au Proche-Orient ne doit pas être limité à ce qui arrive actuellement dans la région, car la situation va changer».

A cet égard, l'ambassadeur du Portugal à Alger soulignera que «si aucun accord de paix n'est signé entre Israël et la Palestine à la fin de cette année, il y aura un nouveau cycle de violence, une autre Intifadha qui pourra durer encore des années».

Lotfi Mérad

## AVIS DE DÉCÈS

La famille Arbadji, parents et alliés ont la douleur de faire part du décès de **Benabi Terkia épouse Arbadji** à l'âge de 78 ans.

L'enterrement aura lieu aujourd'hui à 12h30 au village Rabta (Ait Bouada), Azazga.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

Le professeur Boushaba Abdelkader a le regret de faire part du décès de sa mère survenu à Oran.

La levée du corps se fera aujourd'hui au domicile mortuaire (cité Dar-el-Hayat, Oran) à 12h00.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.